



Les États-Unis et Israël, une seule et même entité en Asie de l'Ouest

Sans le soutien économique, diplomatique & militaire américain, Israël n'existerait plus. Le concept de victoire totale est piloté par les États-Unis, et le vecteur en est Benjamin Netanyahu.

Par [Robert Inlakesh](#)

Mondialisation.ca, 01 décembre 2024

al-mayadeen.net

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et](#)

[Afrique du Nord](#)

L'approche des États-Unis et de l'entité sioniste se résume clairement à une "victoire totale", comme l'a souligné à plusieurs reprises le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. L'opération "Al-Aqsa Flood" menée par le Hamas a brisé l'image de domination américano-israélienne en Asie de l'Ouest, et afin de rebooster leur suprématie perdue, ils sont focalisés sur une campagne de terreur accélérée dans la région.

Cet agenda ne saurait exister sans les États-Unis et ne pourrait être mis en œuvre par les seuls Israéliens. Que ce soit en Syrie, au Liban, en Palestine, en Irak, au Yémen ou en Iran, les Américains sont la colonne vertébrale du complot. C'est sur cette base qu'il faut interpréter les actions israéliennes et américaines.

Alors que par le passé, les intérêts des États-Unis et de l'entité sioniste ont pu légèrement diverger, le 7 octobre 2023 les a engagés dans la voie d'un alignement parfait. Deux facteurs principaux sont à retenir pour cette analyse et les raisons de sa pertinence : le rôle du pouvoir financier sioniste dans le système politique américain, et les objectifs stratégiques des dirigeants américains.

L'agenda américano-israélien

Les analyses de l'alliance américano-israélienne étant multiples, il faut partir d'un exemple où intérêts américains et sionistes se sont opposés. L'Iran est l'illustration par excellence de ce désaccord, révélant des ambitions régionales des américaines supérieures aux considérations des bailleurs de fonds pour passer à l'action.

Il est clair que l'AIPAC, le lobby pro-israélien le plus puissant des États-Unis, souhaite un changement de régime dans la République islamique d'Iran, objectif également partagé par la plupart des décideurs politiques à Washington. Toutefois, des divergences considérables sont apparues dans l'approche stratégique adoptée pour y parvenir.

Ainsi, avec l'approbation par l'administration américaine Obama de l'accord sur le nucléaire iranien de 2015, on a constaté que les exigences du lobby AIPAC et l'influence directe du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu allaient parfois échouer. Sous l'administration Trump, cette approche de l'Iran a certes évolué, mais sans pour autant se traduire par une agression directe contre l'Iran.

Même en 2023, pendant la phase préparatoire du principal objectif de politique étrangère de l'administration Biden – sceller un accord de normalisation entre l'Arabie saoudite et le régime sioniste – nous avons constaté des tentatives d'accorder certaines concessions à l'Iran, l'objectif étant la déconfliction. La même année, environ 20 milliards de dollars d'avoirs iraniens gelés devaient être restitués dans le cadre d'un accord d'échange de prisonniers entre les deux camps. Ce n'est un secret pour personne que la Maison Blanche de Biden savait que la reprise de l'accord nucléaire était hors de portée – en grande partie à cause de l'interférence du lobby sioniste – et qu'elle a cherché à prévenir toute forme d'escalade avant de sceller son sacro-saint accord israélo-saoudien.

Le gouvernement américain a adopté une approche plus stratégique vis-à-vis de l'Iran, allant à l'encontre des desiderata du lobby pro-israélien qui préconise une position va-t-en-guerre. Bien que l'objectif final ait pu être le même, les États-Unis ont parfois levé le pied et mis en œuvre ce qu'ils ont considéré comme l'approche la plus intelligente.

À ce stade, les régimes américain et sioniste peuvent encore être qualifiés d'entités distinctes. Et ce, bien que de nombreux think tanks à Washington aient été financés par des sionistes, que la majorité des législateurs aient été financés par des lobbyistes pro-israéliens – sur des questions de politique étrangère – et que de nombreux membres du gouvernement aient déclaré leur foi en le sionisme.

La fin d'Israël

Le 7 octobre 2023 a tout changé à cet égard. Quelques semaines seulement avant l'opération du Hamas contre le régime sioniste, l'administration Biden a dévoilé sa vision du couloir économique Inde-Moyen-Orient-Europe, alors que Riyad et Tel-Aviv signalaient tous deux qu'un accord de normalisation entre l'Arabie saoudite et Israël était sur le point d'être conclu.

Une erreur de calcul majeure s'est produite, à savoir l'hypothèse d'une cause palestinienne effectivement morte, sans perspective suffisamment significative pour infléchir la direction prise par la région. Malgré la montée d'une résistance armée en Cisjordanie pour la première fois depuis la deuxième Intifada, couplée au signal d'alarme majeur qu'a été la guerre de Gaza de 11 jours en 2021, l'alliance américano-israélienne n'a pas vu venir les événements.

Le Hamas a complètement détruit l'illusion de sécurité et de dissuasion israélienne et, par extension, la projection américaine de puissance régionale. La guerre a anéanti les espoirs de réalisation de la route commerciale américaine tant désirée, qui aurait traversé les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, la Jordanie, puis la Palestine occupée. Elle a également soulevé une question : si le Hamas à lui seul peut agir ainsi, jusqu'où peut aller l'Axe de Résistance dirigé par l'Iran ?

Soudain, du jour au lendemain, le rôle des États-Unis en tant que puissance dominante en Asie occidentale s'est évanoui sous nos yeux, le régime sioniste s'est effrité et l'Iran est devenu la force dominante de la région. Les États-Unis ne pouvaient admettre cet état de fait, et ont décidé de se rapprocher des Israéliens pour réparer les dégâts survenus ce jour-là.

Une analyse du cours de la guerre ces treize derniers mois selon le prisme purement israélien montre l'absurdité de ce que les Israéliens ont accompli. La décision de poursuivre

le génocide au-delà des premiers mois a en fait paralysé le régime. Près d'un million de colons sont partis, leur sentiment de sécurité leur ayant été volé, la société déjà divisée s'est davantage fracturée, leur système politique est en déroute, leur économie s'effondre et leur "*légitimité internationale*" s'est volatilisée. Elle n'est plus soutenue que par ses plus proches alliés occidentaux.

Pourtant, cette lutte doit être interprétée différemment. Le véritable pouvoir ne se trouve pas à Tel Aviv, mais à Washington.

Sans le soutien économique, diplomatique et militaire des États-Unis, Israël n'existerait plus. En fait, l'ancienne entité sioniste n'existe plus. Aujourd'hui, le concept de victoire totale est piloté par les États-Unis, et le vecteur de ce concept est Benjamin Netanyahu.

Les nombreuses analyses d'experts autoproclamés présentent le Premier ministre israélien comme un acteur irrationnel à la tête d'une coalition radicale, mais dompté par les États-Unis. C'est le genre de présentation imaginaire des événements présenté par des auteurs de bestsellers tels que Bob Woodward dans son récent livre "*War*" (la guerre). Il tente de rejeter la responsabilité sur les prétendues mesures indépendantes des Israéliens, alors que l'administration américaine de M. Biden s'est efforcée de calmer le jeu en travaillant prétendument '*sans relâche*' à l'acheminement d'aide humanitaire dans la bande de Gaza et à la mise en place d'une diplomatie propre à épargner une guerre catastrophique à l'ensemble de la région.

Mais si tel était le cas, le régime américain n'aurait pas poursuivi l'opération "*Prosperity Guardian*" en mer Rouge pour lutter contre le blocus d'Ansar Sllah. Il n'aurait pas autorisé les attaques terroristes par beeper au Liban et l'exécution des assassinats des hauts dirigeants du Hezbollah à Beyrouth. Il aurait également contraint les Israéliens à autoriser l'entrée de l'aide dans la bande de Gaza, fait respecter sa "*ligne rouge*" concernant l'invasion de Rafah, et se serait efforcée de faire obstacle à l'"*annexion*" de la Cisjordanie.

Si le gouvernement américain avait cherché à agir dans l'intérêt de la préservation de l'entité sioniste, il aurait imposé un cessez-le-feu au début de l'année 2024, ou même en mai après l'invasion israélienne de Rafah. Cependant, il ne fait que tolérer de nouvelles escalades et poursuivre le génocide, tout en ourdissant des complots pour frapper chacun des membres de l'Axe de la Résistance.

Rien de tout cela ne va dans le sens des intérêts d'un régime israélien gravement affaibli, comme en témoigne son incapacité à anéantir le Hezbollah, malgré les coups massifs portés contre le parti libanais en septembre. La stratégie militaire israélienne sur le terrain, tant dans la bande de Gaza qu'au Sud-Liban, n'a pas d'objectif clair au-delà de la destruction pour la destruction.

Benjamin Netanyahu est à la tête de cette campagne de terreur régionale : c'est un homme obsédé par ses seuls intérêts personnels et sa propre survie politique, au-delà de tout engagement idéologique en faveur de la survie du régime sioniste. Derrière lui, soutenant ses actions sans réserve, on trouve un panel de militaires et de membres des services du renseignement israéliens moins influents politiquement qu'il ne l'est à Washington, et qui collaborent avec les États-Unis pour mettre en œuvre une stratégie d'offensive régionale, tandis que les lèche-bottes loyalistes de Netanyahu et les nationalistes religieux fanatiques aspirent à la réalisation d'un soi-disant "*Grand Israël*".

Les Israéliens n'ont pas le pouvoir de mobiliser seuls les Takfiris en Syrie ou de gérer les combats contre le Hezbollah ou les compromis de frappes aériennes avec l'Iran. Il s'agit d'un effort combiné mis en scène par les États-Unis. Et pourquoi ? Parce que cette guerre a pour objet de réaffirmer la domination américaine, d'instaurer la peur dans les régimes arabes traditionnellement pro-américains afin de les dissuader de pivoter vers l'Est. Au-delà de la politique de l'Asie occidentale, il est question de la Russie, de la Chine et de la nouvelle alliance économique du Sud.

Le régime américain est une puissance impérialiste, déterminée à dominer le monde et qui considère depuis longtemps l'Asie occidentale comme son arrière-cour. Par conséquent, s'il permet à l'Iran de sortir vainqueur sur le plan régional, ou si la perception de la puissance américaine diminue, il perd ce qu'il considère comme l'un de ses bastions stratégiques.

Les États-Unis doivent gérer une myriade de relations complexes dans toute la région, et tout conflit qui voit leurs alliés israéliens émerger en tant que force dominante rejaillit directement sur Washington. L'influence du complexe militaro-industriel américain, qui cherche à démontrer sa capacité à produire les outils militaires supérieurs que les nations du monde s'arrachent, doit également être prise en compte. Le carnage que les Israéliens infligent avec ces armes permettra de les commercialiser, tandis que l'issue des conflits influe également sur la perception de cette industrie.

Dans la guerre régionale actuelle, il serait illusoire de dissocier les États-Unis et les Israéliens. Washington a pris le contrôle total du processus décisionnel d'une entité sioniste qu'elle domine, tandis que les groupes lobbyistes pro-israéliens dépensent leur argent pour s'assurer une adhésion politique totale à cette mission. Par conséquent, la stratégie des méga-donateurs sionistes des institutions politiques, académiques et financières consiste à imposer des restrictions, Israël étant utilisé comme fer de lance capable d'infliger les coups indispensables au rayonnement de la puissance américaine.

Cette stratégie se fait au détriment de la survie à long terme de l'entité sioniste, qui s'effondre sur tous les plans et ne survivrait plus très longtemps sans le soutien des États-Unis. Par conséquent, les États-Unis et Israël ne font qu'un, l'un dépendant des fonds sionistes pour subvenir à ses besoins et l'autre du soutien de Washington pour le maintenir en vie. Cette entité conjointe ne peut être raisonnée, et seules les défaites ou les revers militaires la contraindront à mettre un terme à toute agression.

Robert Inlakesh

Article original en anglais : [Understanding US and 'Israel' as the same entity in West Asia](#), al Mayadeen, le 1er décembre 2024.

Traduction : [Spirit of Free Speech](#)

La source originale de cet article est al-mayadeen.net

Copyright © [Robert Inlakesh](#), al-mayadeen.net, 2024

Articles Par : **Robert
Inlakesh**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca